

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fond Monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après +0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

DES INDICATEURS FINANCIERS BIEN ORIENTÉS

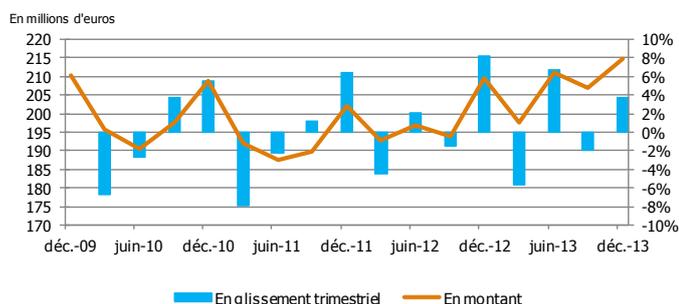
Contrairement au troisième trimestre, les principaux indicateurs financiers affichent une orientation positive, faisant écho à la légère amélioration de l'activité économique au quatrième trimestre.

Le secteur bancaire présente ainsi des performances à la hausse, portées principalement par la croissance de la collecte d'épargne (+3,8 %), et dans une moindre mesure par la relative progression des financements consentis à l'économie (+0,7 %).

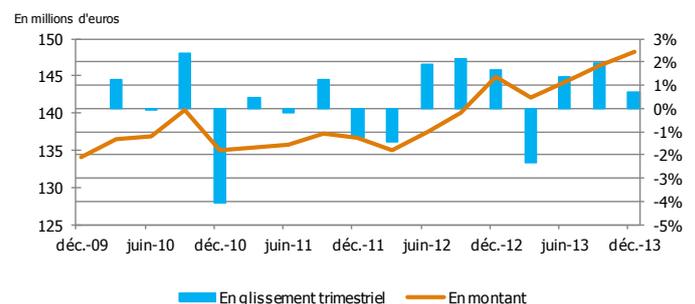
La collecte d'épargne bénéficie à la fois du dynamisme des dépôts à vue (+10,2 %), et de l'augmentation des placements à long terme (+3,4 %), les placements liquides restant, quant à eux, assez stables (+0,4 %).

L'évolution des crédits à l'économie est, pour sa part, attribuable aux hausses cumulées des encours de crédits aux entreprises (+2,2 %) et des crédits aux ménages (+0,9 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN PROGRESSION

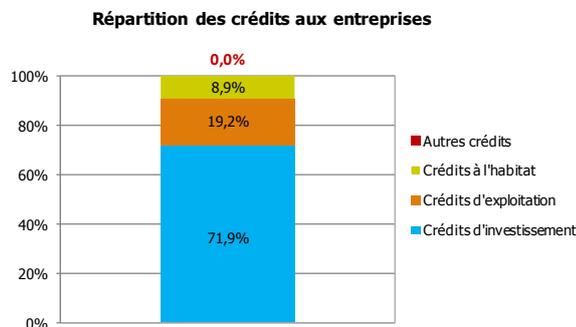
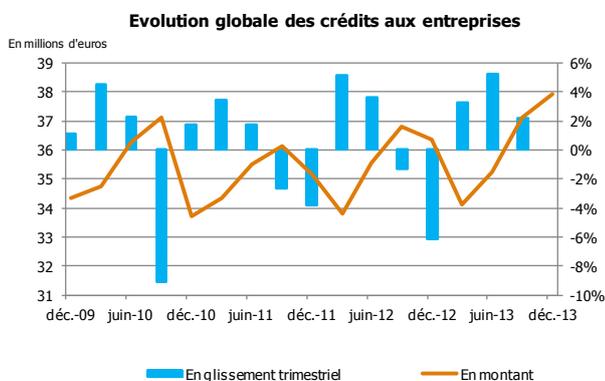
Croissance des crédits aux entreprises

L'encours de crédit global aux entreprises au 31 décembre 2013 atteint 37,9 millions d'euros, en progression de 2,2 % par rapport au troisième trimestre. Sur une période d'un an, cette tendance à la hausse se confirme également, se traduisant par une croissance de 4,3 %.

L'augmentation des crédits d'investissement (+7,9 %), est le principal élément de croissance du crédit aux entreprises ce trimestre. Après une timide reprise au troisième trimestre, l'encours des crédits d'investissement vient s'établir à 27,3 millions, soit son plus haut niveau de fin d'année depuis décembre 2010.

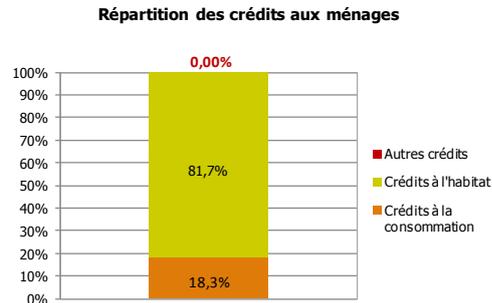
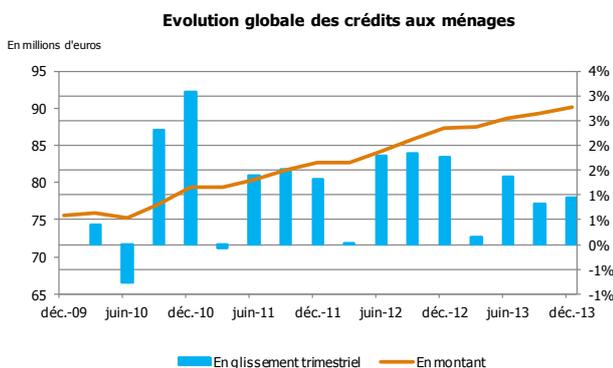
Les crédits immobiliers aux entreprises, poursuivent également leur évolution à la hausse (+4,1 % sur le trimestre) et voient leur encours multiplié par quatre depuis le début de l'année 2013.

A l'inverse, les crédits d'exploitation, après avoir marqué le pas au troisième trimestre, s'affichent très nettement en recul (-15 % sur le trimestre). Cette contraction est essentiellement imputable à une forte baisse de l'utilisation des comptes ordinaires débiteurs (-40,6 % sur le trimestre), les crédits de trésorerie s'inscrivant, quant à eux, de nouveau en hausse (+8,9 %), tandis que les financements par mobilisation de créances commerciales restent quasi-stables (+1,6 % sur le trimestre).



Légère hausse des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages affiche une certaine stabilité depuis le début du deuxième semestre, avec de nouveau une très légère hausse de 0,9 % au quatrième trimestre. Toutefois, la tendance qui se dégage sur une base annuelle fait davantage état d'une sensible progression de ces encours (+3,3 %).



Malgré des indicateurs de consommation des ménages globalement à la baisse au quatrième trimestre, avec notamment un recul des importations de produits alimentaires, l'activité de crédit à la consommation des ménages continue à afficher son dynamisme avec un rythme de croissance soutenu (+5,8 % sur le trimestre et +10,2 % sur un an). Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation des encours de crédits de trésorerie (+6,3 % sur le trimestre).

Les encours de crédits à l'habitat des ménages, quant à eux, marquent le pas en ce dernier trimestre de l'année (-0,1 % sur le trimestre), mais conservent un niveau légèrement supérieur à la même période en 2012 (+1,9 %).

Contraction des crédits aux collectivités

L'encours des crédits aux collectivités locales connaît un nouveau trimestre de baisse consécutive (-0,4 % sur le trimestre) et se fixe à 18,5 millions d'euros à la fin du mois de décembre 2013, confirmant ainsi la tendance enregistrée depuis le début de l'année. En effet, la contraction de ces encours est d'autant plus significative sur une base d'observation annuelle (-8,6 % sur un an, soit -1,7 million d'euros).

Baisse de la sinistralité

L'encours de créances douteuses brutes porté par l'ensemble des établissements de crédit diminue fortement (-10,4 % sur le trimestre), après avoir connu une importante hausse au troisième trimestre due à des déclassements réglementaires. Cette baisse se traduit par une diminution du **taux de créances douteuses**, qui revient à un niveau similaire à celui affiché durant le premier semestre, en dessous des 5 % (4,7 % pour l'ensemble, dont 4,7% pour les établissements de crédit identifiés localement).

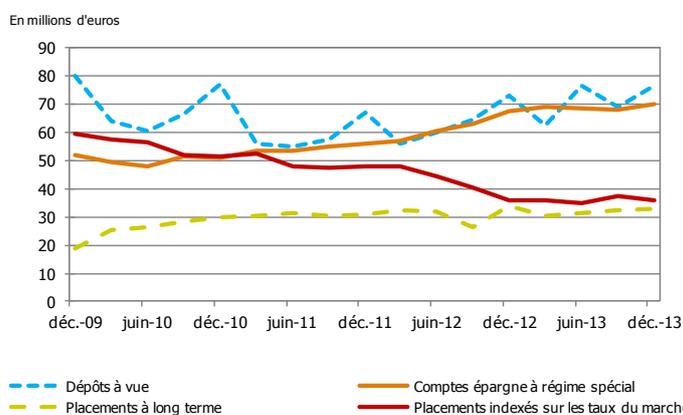
HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel atteignent 214,8 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, en hausse de 3,8 % par rapport au trimestre précédent. Cette progression se vérifie également sur une période d'un an, au travers d'une croissance légèrement inférieure (+2,5 %).

Cette évolution est principalement portée par le dynamisme des **dépôts à vue**, qui repartent à la hausse ce trimestre (+10,2 %). Ce rebond est attribuable à la fois aux sociétés non financières et aux autres agents, dont les dépôts à vue ont progressé respectivement de 28,2 % et 12,2 % sur cette période.

L'épargne à long terme s'inscrit également en hausse (+3,4 % sur le trimestre et +22,6 % sur un an), les **placements liquides** restant, pour leur part, assez stables (+0,4 % sur le trimestre).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



Légère augmentation de l'épargne des ménages

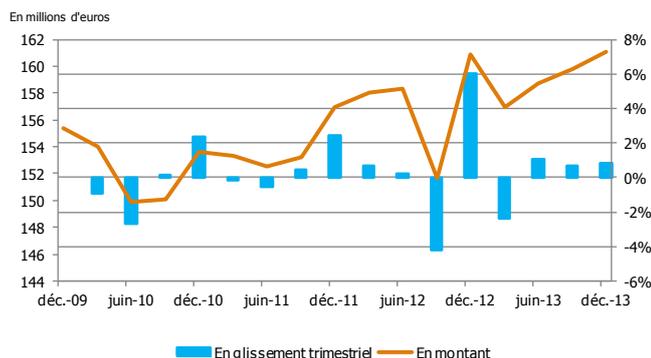
Les **placements des ménages** affichent une faible hausse de 0,8 % ce trimestre et s'établissent à 161,0 millions d'euros.

Les **dépôts à vue**, après avoir connu une croissance soutenue depuis le début de l'année, se stabilisent au quatrième trimestre (+0,6 %) et se fixent à 35,0 millions d'euros.

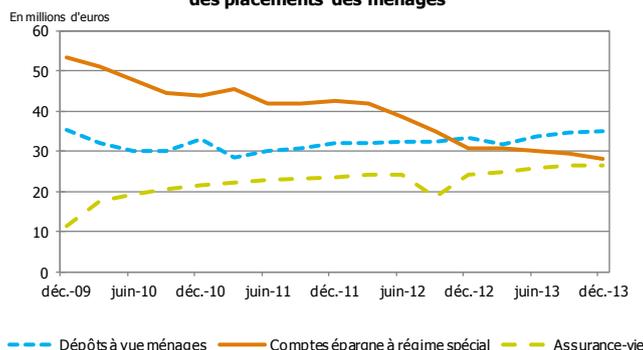
Les **placements liquides**, qui représentent près de 57,0 % de l'ensemble des placements des ménages, restent également stables par rapport au trimestre précédent (+0,7 %).

L'épargne à long terme, de son côté, connaît aussi une faible progression ce trimestre (+1,3 %), stimulée uniquement par l'évolution des plans d'épargne logement (+6,6 %). Toutefois, sur un an, elle s'inscrit en recul (-2,6 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

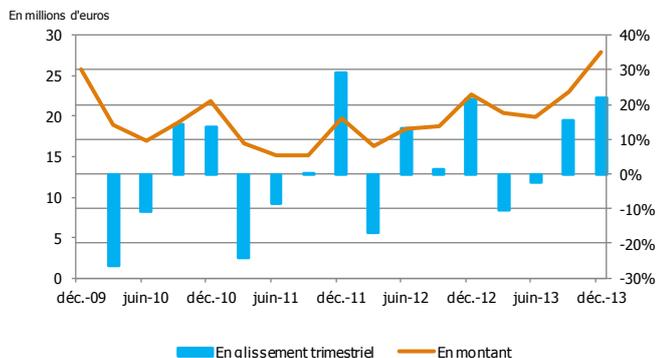


Dynamisme des placements des entreprises

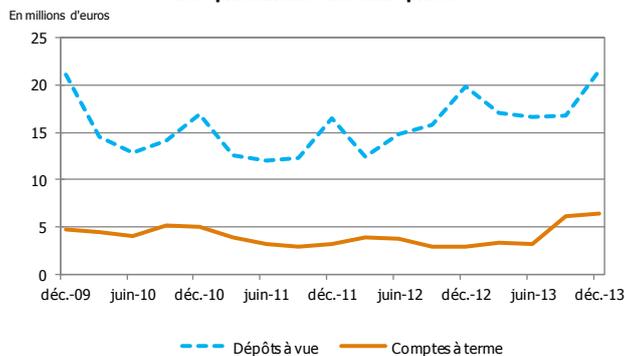
Les actifs financiers détenus par les entreprises enregistrent leur troisième trimestre de hausses consécutives, avec une croissance de 21,8 % (+5,0 millions d'euros sur le trimestre), qui porte leur montant à 28,0 millions d'euros à la fin du mois de décembre 2013. Ainsi, sur un an, le niveau d'évolution de ces actifs (+23,0 %) est comparable à celui relevé au quatrième trimestre.

Cette forte progression est principalement soutenue par la vigueur des dépôts à vue au cours de ce dernier trimestre (+28,2 %, soit +4,7 millions d'euros). Ces derniers se chiffrent à 21,5 millions d'euros à la fin de l'année 2013, soit leur plus haut niveau depuis 2009.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Rebond des placements des autres agents

Les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale, et les institutions sans but lucratif au service des ménages), affichent un rebond (+6,4 %, soit +1,5 million d'euros) et atteignent 25,7 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cependant, cela ne suffit pas à effacer la légère tendance à la baisse qui se dégage sur un an (-1,0 %).

Ce retour à la hausse des placements des autres agents, est majoritairement dû à une nette augmentation des dépôts à vue (+12,2 %, soit +2,2 millions d'euros). Néanmoins, en glissement annuel, cette progression des dépôts à vue demeure moins significative (+1,1 %).

Les placements liquides, à l'inverse, se contractent pour la première fois depuis le début de l'année (-8,7 %, soit -0,5 million d'euros).

MÉTHODOLOGIE

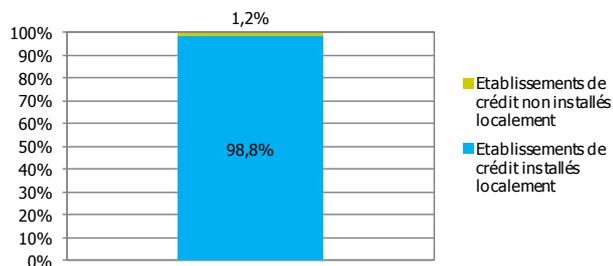
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

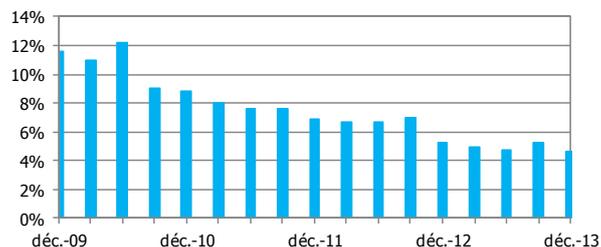
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	6,1	6,9	8,3	10,1	7,6	8,3	8,6	7,3	-15,0%	-27,9%
<i>Créances commerciales</i>	0,1	0,5	2,3	4,5	0,7	0,9	1,5	1,5	1,6%	-65,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3,6	2,9	2,0	2,8	2,9	2,9	3,1	3,4	8,9%	20,5%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-7,1%	-22,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,4	3,5	4,0	2,8	4,0	4,4	3,9	2,3	-40,6%	-16,2%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	28,3	26,2	26,1	25,4	24,9	24,7	25,3	27,3	7,9%	7,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	28,3	26,2	26,1	25,4	24,9	24,7	25,3	27,3	7,9%	7,4%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1,6	1,6	1,3	1,0	0,9	0,8	0,9	1,1	12,8%	10,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,7	0,8	0,9	1,6	2,3	3,2	3,4	4,1%	ns
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	34,3	33,7	35,2	36,4	34,1	35,2	37,1	37,9	2,2%	4,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	13,4	13,7	13,9	15,0	14,8	15,3	15,6	16,5	5,8%	10,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	11,9	13,3	13,5	14,5	14,3	14,9	15,0	16,0	6,3%	10,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	-7,5%	7,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,6%	-5,6%
Crédits à l'habitat	62,1	65,6	68,8	72,3	72,6	73,3	73,8	73,7	-0,1%	1,9%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	75,6	79,4	82,7	87,3	87,4	88,6	89,4	90,2	0,9%	3,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1,1	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1,1	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	20,2	18,6	16,3	17,4	17,0	17,8	17,4	17,6	0,7%	0,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	20,2	18,6	16,3	17,4	17,0	17,8	17,4	17,6	0,7%	0,8%
Autres crédits	2,4	2,4	1,7	1,3	1,3	1,1	1,1	0,9	-17,5%	-29,8%
Encours sain	23,7	21,1	17,9	20,2	19,3	18,9	18,5	18,5	-0,4%	-8,6%
Autres agents										
Encours sain	0,5	0,9	0,9	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	21,9%	47,1%
TOTAL										
Encours sain	134,092	135,055	136,677	144,965	142,062	144,198	146,326	148,228	1,3%	2,3%
<i>dont ECNIL</i>	7,281	9,194	2,101	1,738	1,565	1,625	1,610	1,662	3,3%	-4,3%
Créances douteuses brutes	13,162	11,189	9,936	7,917	7,284	7,166	8,033	7,195	-10,4%	-9,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	3,903	2,839	2,671	2,331	2,329	2,248	3,026	2,275	-24,8%	-2,4%
(dt) <i>Entreprises</i>	2,854	2,373	2,416	2,059	2,067	1,989	2,550	1,974	-22,6%	-4,1%
(dt) <i>Ménages</i>	1,046	0,466	0,256	0,273	0,262	0,258	0,476	0,299	-37,2%	ns
<i>Provisions</i>	9,259	8,350	7,264	5,586	4,955	4,918	5,006	4,920	-1,7%	-11,9%
Encours brut total	147,254	146,245	146,613	152,882	149,346	151,364	154,359	155,423	0,7%	1,7%
<i>Taux de créances douteuses</i>	11,6%	8,9%	6,9%	5,2%	4,9%	4,8%	5,3%	4,7%	-0,6 pt	-0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	11,4%	8,8%	8,0%	6,6%	6,7%	7,0%	5,2%	4,9%	-0,3 pt	-1,7 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	71,4%	74,8%	73,1%	70,6%	68,0%	68,6%	62,3%	68,4%	6,1 pt	-2,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	25,8	21,9	19,7	22,7	20,4	19,9	23,0	28,0	21,8%	23,0%
Dépôts à vue	21,0	16,9	16,5	19,9	17,0	16,7	16,8	21,5	28,2%	8,3%
Placements liquides ou à court terme	4,8	5,0	3,2	2,9	3,4	3,2	6,2	6,5	4,6%	124,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8%	1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	4,8	5,0	3,1	2,9	3,4	3,2	6,2	6,5	4,6%	125,1%
<i>dont comptes à terme</i>	4,8	5,0	3,1	2,9	3,4	3,2	6,2	6,5	4,6%	125,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	155,4	153,6	157,0	160,8	157,0	158,7	159,7	161,0	0,8%	0,1%
Dépôts à vue	35,3	32,9	32,1	33,4	31,8	33,7	34,8	35,0	0,6%	4,8%
Placements liquides ou à court terme	101,4	91,1	94,0	93,7	95,1	93,7	92,5	93,2	0,7%	-0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	48,2	47,2	51,3	62,8	64,2	63,6	63,1	64,9	2,9%	3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	41,7	39,9	42,7	51,9	52,4	51,6	51,0	52,6	3,2%	1,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	6,0	6,9	8,1	10,4	11,2	11,5	11,6	11,8	1,6%	13,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8%	-0,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-1,8%	-11,8%
Placements indexés sur les taux de marché	53,3	43,9	42,7	30,9	30,9	30,0	29,4	28,3	-3,8%	-8,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	52,2	42,8	41,6	29,7	29,8	28,7	29,1	28,0	-3,6%	-5,7%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	0,3	0,3	-20,0%	-77,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	18,6	29,6	30,9	33,7	30,1	31,4	32,4	32,8	1,3%	-2,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,3	2,8	2,7	4,2	4,9	5,1	5,4	5,8	6,6%	37,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	-9,2%	ns
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	5,1	5,2	4,6	5,2	0,4	0,4	0,4	0,4	4,4%	-91,4%
Autres agents	28,9	33,1	25,3	26,0	20,4	32,5	24,2	25,7	6,4%	-1,0%
Dépôts à vue	23,5	27,0	18,5	19,5	13,8	26,1	17,5	19,7	12,2%	1,1%
Placements liquides ou à court terme	5,4	6,1	6,8	6,5	6,5	6,5	6,6	6,1	-8,7%	-7,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,9	3,8	4,7	4,7	4,8	4,7	5,0	4,9	-0,1%	5,4%
Placements indexés sur les taux de marché	1,5	2,3	2,1	1,8	1,7	1,8	1,7	1,1	-33,9%	-39,3%
<i>dont comptes à terme</i>	1,5	2,3	2,1	1,8	1,7	1,8	1,7	1,1	-33,9%	-39,3%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2%	7,3%
Total actifs financiers	210,1	208,7	202,0	209,6	197,8	211,1	206,9	214,8	3,8%	2,5%
Dépôts à vue	79,8	76,8	67,1	72,7	62,6	76,4	69,1	76,2	10,2%	4,7%
Placements liquides ou à court terme	111,7	102,3	104,0	103,1	105,0	103,4	105,3	105,7	0,4%	2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	47,9	51,3	54,9	62,9	67,5	69,0	68,3	68,1	-0,4%	8,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	37,9	44,3	46,4	52,8	56,2	56,6	55,8	55,4	-0,6%	4,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,9	6,6	8,0	9,5	10,8	11,8	12,1	12,1	0,4%	27,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,9%	2,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	14,7%	-8,9%
Placements indexés sur les taux de marché	61,3	51,9	47,3	40,1	35,6	36,1	35,0	37,3	6,4%	-7,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	59,7	50,8	46,2	39,0	34,4	35,0	33,7	37,0	9,6%	-5,2%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	0,3	-75,0%	-70,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	17,6	28,3	30,3	26,5	33,7	30,1	31,4	32,4	3,4%	22,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,2	2,5	2,6	3,4	4,2	4,9	5,1	5,4	6,9%	62,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	54,0%	ns
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,1	5,1	4,6	4,5	5,2	0,4	0,4	0,4	-3,9%	-90,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	10,3	20,7	23,1	18,6	24,3	24,8	25,8	26,5	2,7%	42,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Février 2014